

## Cartographie de mouvements féministes en pleine ébullition

PAR LÉNAÏG BREDOUX ET LUDOVIC LAMANT  
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 7 MARS 2019



Dans la manifestation du 8 mars 2018 à Buenos Aires. © Reuters / Marcos Brindicci

Mediapart a sollicité quatre universitaires pour dresser la cartographie de mouvements féministes en pleine ébullition, de l'Amérique centrale à l'Amérique du Sud, en passant par l'Espagne, où la mobilisation pour le « 8-M » fut massive l'an dernier. Deuxième épisode de notre série.

À l'approche de la journée des droits des femmes vendredi 8 mars, Mediapart a sollicité quatre universitaires pour dresser la cartographie de mouvements féministes en pleine ébullition, de l'Amérique centrale à l'Amérique du Sud, en passant par l'Espagne, où la mobilisation pour le « 8-M » fut massive l'an dernier.

**Viviane Albenga** est maîtresse de conférences en sociologie à l'IUT Bordeaux-Montaigne et travaille actuellement sur les mobilisations féministes en Espagne. **Jules Falquet**, maîtresse de conférences en sociologie à l'université Paris-Diderot, a notamment travaillé sur l'engagement des femmes dans le Chiapas mexicain et au Salvador. **Delphine Lacombe**, chargée de recherche au CNRS, a soutenu une thèse en lien avec les violences envers les femmes au Nicaragua. Quant à **Tania Romero Barrios**, universitaire péruvienne rattachée à Paris VIII, elle a notamment étudié les mémoires du conflit armé chez les femmes péruviennes.

**Mediapart : Assiste-t-on à l'émergence d'une nouvelle vague du féminisme, comme on l'a parfois lu ? Est-ce un renouveau du mouvement ?**

**Viviane Albenga:** Il est toujours délicat de parler de « renouveau ». Mais on est peut-être à un moment de haut de la vague. Dans le cas de l'Espagne, cela s'est manifesté lors de la grève du 8 mars 2018, qui a donné lieu à des manifestations de cinq millions de femmes.

Les femmes se sont mises en grève du travail salarié, du travail reproductif qu'elles appellent aussi le travail de soins (*los cuidados*), en grève de la consommation, et en grève des études, pour les étudiantes.

Ce moment a été l'aboutissement du travail militant de plusieurs collectifs, qui se sont inspirés d'une grève qui avait eu lieu en Argentine. Mais comme l'explique Beatriz Gimeno, une élue régionale de Podemos, et avant tout une activiste féministe et LGBT, la politisation féministe s'est aussi faite à travers la participation aux mouvements contre l'austérité.



Le 8 mars 2018 à Madrid. © Reuters / Susana Vera.

Les politiques d'austérité en Espagne ont en effet mené à des fermetures de services publics, qui permettaient de garder les enfants, ou de s'occuper des personnes âgées : elles menaçaient directement la possibilité pour les femmes de pouvoir continuer à travailler à l'extérieur. Il y a aussi la création de la PAH, la plateforme des personnes victimes des crédits hypothécaires abusifs, où beaucoup de femmes, notamment immigrées, latino-américaines, se sont investies.

Lors de la grève de mars 2018, le discours féministe s'est imbriqué au discours anticapitaliste. Dans la foulée, des hommes politiques de droite, comme le leader de Ciudadanos Albert Rivera, se sont autoproclamés « leader féministe » dans les médias. Pour reprendre les termes utilisés par Iñigo Errejón, l'une des figures de Podemos, le mouvement féministe

a réussi à produire un discours contre-hégémonique, et à devenir lui-même une forme d'hégémonie, parce que des hommes de droite s'en revendiquent désormais.

**Tania Romero Barrios** : Les expériences circulent en Amérique latine, surtout depuis 2015, année de la première mobilisation du « *Ni una menos* » [« NUM », *pas une de plus* – *ndlr*] en Argentine. Celle-ci s'inscrivait déjà dans la continuité de luttes menées au Mexique. Le NUM, lui-même, vient d'un poème de Susana Chávez [qui contient l'expression « *Ni una muerta más* » – *pas une femme morte de plus* – *ndlr*], en référence aux luttes contre les féminicides au Mexique dans les années 1990.

Ce mouvement « NUM » en Argentine s'est cristallisé avec la mort de Chiara Páez en 2015 [adolescente de 14 ans frappée à mort par son petit ami, dans la province de Santa Fe – *ndlr*] et de Lucía Pérez en 2016 [droguée, violée puis mutilée, dans la ville balnéaire de Mar del Plata – *ndlr*]. Et il a pris d'autres noms dans d'autres pays d'Amérique latine comme « *Vivas nos queremos* » [« Nous nous aimons en vie » – *ndlr*].

Des mobilisations de solidarité ont eu lieu dans la foulée en 2016 au Chili et au Pérou, où plus de 500 000 personnes sont descendues dans la rue. Ce fut la plus grosse mobilisation jamais vue au Pérou depuis la fin du régime de Fujimori [président de 1990 à 2000 – *ndlr*].

Fait intéressant : les mobilisations contre les féminicides ont permis de faire le lien avec un continuum de violences. Le féminicide apparaît alors comme le dernier maillon d'une violence structurelle qui passe par le harcèlement, dans la rue, à l'école, dans le travail, ou encore les inégalités salariales.

En Argentine, où l'expérience est la plus politisée et structurée, la lutte contre les féminicides a conduit à la remise en cause du système économique, et à l'émergence d'un mouvement anticapitaliste, qui fait le lien avec les luttes LGBT et l'antiracisme. Mais ce renouveau ne doit pas faire oublier que des mobilisations existent depuis longtemps.

**Jules Falquet** : Un dernier point : les luttes féministes récentes sont marquées par la très forte présence de jeunes, très jeunes filles. C'est une caractéristique

très importante, en tout cas pour le Cône Sud, mais aussi pour le Mexique. Certaines sont vraiment des adolescentes, qui n'ont pas du tout connu les autres vagues féministes.

**Delphine Lacombe** : J'ai aussi l'impression qu'une nouvelle génération de jeunes féministes, partout sur le continent, amplifie ce mouvement, avec le jeu des réseaux sociaux. Peut-être faudrait-il plutôt parler d'amplification que de renouveau.

**Comment, selon vous, les mobilisations contre les violences faites aux femmes, et notamment les féminicides, sont-elles devenues centrales en Amérique du Sud et centrale ?**

**Jules Falquet** : Il faut se rappeler que le choix du 25 novembre comme date de lutte contre les violences faites aux femmes a d'abord été proposé par des féministes dominicaines, lors de la première rencontre féministe continentale en 1981 en Colombie.

À partir des années 1980, pour définir qui est féministe, les critères sont, en plus de se revendiquer comme telle : 1) lutter contre les violences ; 2) défendre la maternité libre et volontaire ; 3) défendre le « libre choix sexuel ». En général, le thème des violences met quasiment tout le monde d'accord. Il mobilise un spectre qui va jusqu'à la droite. Ce n'est pas le cas, bien sûr, de sujets comme l'avortement, ou le « libre choix sexuel », ce qui signifie en fait l'acceptation du lesbianisme.

Il faut aussi souligner la diversité de ces mobilisations d'un pays à l'autre, du Cône Sud au Mexique. Par ailleurs, ces mobilisations de femmes et/ou féministes n'adviennent pas dans un contexte politique vide : il existe de nombreuses autres luttes. Des luttes « pour la démocratie » en Argentine, ou au Pérou contre le fujimorisme. Des luttes contre l'ajustement structurel [imposé par le Fonds monétaire international, FMI – *ndlr*]. Des luttes pour l'éducation publique, comme au Chili ces dernières années.

**Delphine Lacombe** : Ce que j'ai pu observer, et qu'il faudrait ensuite décliner selon les pays, c'est que ce consensus autour des violences domestiques, au tournant des années 1980, se constitue sous

différents facteurs : une politisation dès 1981, au gré de mouvements féministes, qui sont très connectés à l'échelle du sous-continent.

Avec la fin de la guerre froide et les transitions démocratiques, un nouveau rôle est accordé au droit, avec l'idée qu'il faut transformer ces revendications en modifications législatives. Un mouvement très soutenu par toutes les pratiques de mobilisation de la société civile autour des conférences internationales – conférences organisées par les Nations unies à Vienne en 1993, au Caire en 1994 et à Pékin en 1995.

À Vienne, un nouveau slogan cristallise alors tout cela : « *Sin los derechos de la mujer, no hay derechos humanos* » [« Sans les droits des femmes, il n'y a pas de droits humains » – ndlr]. Et dans sa version anglaise : « *Women's rights are human rights* ».

Jusqu'alors, il y avait mise en concurrence des droits avec, pour schématiser, une centralité revendiquée des droits civils et politiques dans le camp de l'Ouest, et une primordialité revendiquée des droits sociaux dans le camp de l'Est. L'idée est, cette fois, de considérer les droits humains comme unifiés et indivisibles, et pleinement universalistes avec l'inclusion des femmes, la protection de leur existence allant de pair avec la reconnaissance de la violation spécifique et massive de leur intégrité physique, psychologique et sexuelle.

Un très grand nombre de mouvements de femmes et féministes se saisissent alors de cette rhétorique pour exiger une réponse étatique face aux violences intrafamiliales et sexuelles.

### **Une loi sur l'identité de genre en Argentine**

Cela se traduit par deux générations de droits : une qualification des violences domestiques dans le droit pénal, pratiquement dans tous les pays, au cours des années 1990, puis les luttes contre les féminicides. Cette dynamique va être d'autant plus forte que la commission des femmes de l'Organisation des États américains (OEA) fait ratifier, à Belém do Pará, la « Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme ».

Jusqu'au milieu des années 1990, dans la plupart des codes pénaux latino-américains, vous aviez la possibilité d'annuler les violences sexuelles par le mariage. La lignée patriarcale était protégée. Par exemple, au Nicaragua et au Salvador, les peines étaient plus ou moins fortes selon que les victimes étaient considérées comme vierges ou non, si elles étaient mariées ou non : vous aviez les « *mujeres de buena fama* » [femmes de bonne réputation – ndlr], et les « *mujeres de mala fama* » [femmes de mauvaise réputation – ndlr].

À partir des années 1990, on passe à un autre paradigme dans le droit : la protection des victimes de violences sexuelles, et non plus la protection du lignage des maris et des pères.

**Jules Falquet** : À Pékin, les deux thèmes centraux que l'ONU demande aux féministes de mettre en avant, pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sont : la participation politique et la lutte contre les violences. Il y a donc tout un processus venu de loin, marqué par une influence des institutions internationales, dans ce contexte de changement de paradigme, avec la fin de la guerre froide et le développement du néolibéralisme.

Mais c'est aussi la période, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, où les droits ethniques commencent à être mis en avant, où des réformes constitutionnelles dans de nombreux pays permettent d'inclure des perspectives multiculturelles ou pluriethniques.

À cela s'ajoute, en parallèle, l'accès à la terre. Prenons le cas du Mexique : on observe des avancées législatives dans la ville de Mexico, par exemple sur l'interruption de grossesse, et en même temps, l'État

mexicain réprime de manière aiguë d'autres femmes, parce qu'elles s'engagent pour défendre leurs terres – notamment des femmes indiennes.



Manifestation pour une éducation non sexiste au Chili, le 6 juin 2018. © Marion Gonidec. © MG

**Delphine Lacombe :** La segmentation des causes et leur traduction législative peuvent faire émerger des contradictions. Au Honduras, Salvador ou au Nicaragua, la pénalisation complète de l'avortement est en vigueur et, en même temps, la reconnaissance du féminicide existe. Sauf que le féminicide d'État consiste à condamner les jeunes filles enceintes.

Au Nicaragua, il y a 1 000 naissances chaque année, de filles qui ont entre 10 et 14 ans, en dessous de l'âge du consentement sexuel. Souvent, il y a des complications de santé terribles, et elles sont pratiquement condamnées à la mort. La contradiction entre politisation des violences et pénalisation de l'avortement est manifeste dans la majorité des pays d'Amérique latine.

**Au Mexique, le nouveau président Andrés Manuel López Obrador – AMLO – a formé un gouvernement paritaire. Qu'en pensez-vous ?**

**Jules Falquet :** Comme la plupart des politiques au Mexique, Obrador est issu, à l'origine, du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel). Il a les mains liées par les États-Unis, et le prix du pétrole est déjà quasiment privatisé, et aux mains des États-Unis. Par ailleurs, les zapatistes avaient décidé de soutenir, à la présidentielle de 2018, la candidature d'une femme indienne pour les élections, Marichuy [*María de Jesus Patricio – ndlr*].

L'élection de López Obrador signifie bien sûr un soulagement pour beaucoup de gens, qui espèrent voir baisser la violence, mais cela se produit quand

même, en quelque sorte, sur la défaite d'une femme indienne. Le mouvement zapatiste ne se réjouit pas du tout de la victoire d'AMLO, qui risque de faire le même type de politique que Lula au Brésil, sans aller jusqu'à changer les orientations profondes, à savoir des politiques fondamentalement néolibérales malgré un saupoudrage populiste « contre la pauvreté ».

**Comment expliquer ce paradoxe apparent entre, d'un côté, une bascule à droite et à l'extrême droite du continent, du Brésil au Chili, de la Colombie à l'Argentine, et de l'autre, des mouvements sociaux en pleine ébullition presque partout ?**

**Delphine Lacombe :** Je me méfie d'un effet de loupe, sur le Brésil et la Colombie, qui fait que, depuis la France, l'on mettrait seulement l'accent sur l'arrivée au pouvoir d'une droite extrême et sur le contrecoup antiféministe qu'elle engendre. Des mouvements sociaux en pleine ébullition et progressistes s'expriment aussi contre Nicolás Maduro au Venezuela et Daniel Ortega au Nicaragua, des régimes dictatoriaux qui se revendiquent de gauche et se disent révolutionnaires. Des mouvements massifs s'expriment aussi contre les effets d'imbrication entre narcotrafic et corruption politique, comme au Guatemala.

**Tania Romero Barrios :** Il faut aussi se demander de quelle manière la gauche au pouvoir, par exemple en Équateur ou en Bolivie, a agi pour le droit des femmes, et des populations LGBT. Rafael Correa [*ancien président d'Équateur, 2007-2017 – ndlr*] s'est vivement opposé à la question du mariage pour tous, en disant qu'il était chrétien. C'est lui, aussi, qui a proposé le projet de loi sur l'avortement.

Quant à Evo Morales [*président de la Bolivie, depuis 2006 – ndlr*], il a déjà tenu des propos douteux sur les personnes homosexuelles [*un régime alimentaire à base d'OGM expliquerait pourquoi certains hommes deviennent homosexuels, selon Morales – ndlr*].

L'Argentine, sous une présidence de gauche, a adopté une loi sur l'identité de genre, et c'est une avancée immense [*depuis 2012, les personnes transsexuelles et travesties ont le droit de choisir leur genre – ndlr*]. Cela n'existe pas en France. Mais les personnes trans

ont une espérance de vie de 35 ans en Argentine. Elles ne réussissent pas à obtenir un travail. Elles n'ont pas accès à la santé. Alors oui, cette loi existe, mais c'est loin d'être suffisant.

**Jules Falquet** : Au même moment, les politiques économiques qui sont menées vont à l'encontre de la population en général, et des femmes en particulier – racisées, indiennes, noires... Au Chili, cela ne les dérange pas de mettre à feu et à sang la région mapuche ou d'autres régions indiennes.

Pour moi, la loi sur l'identité de genre en Argentine, c'est un petit peu comme certaines mesures prises en France par le gouvernement socialiste : des mesures qui ne coûtent pas cher, et qui permettent de distraire l'attention de l'essentiel... À Buenos Aires en 2018, en même temps qu'il y avait le vote sur la dépénalisation de l'avortement, il y avait aussi un train de mesures d'ajustement structurel qui étaient adoptées.

« **Les riches avortent, les pauvres meurent** »

**Est-ce que la mobilisation « Ni una menos » en Argentine parvient vraiment à faire le lien avec d'autres luttes, pour les droits des indigènes ou contre le capitalisme d'extraction ?**

**Jules Falquet** : C'est ambivalent. D'un côté, cette conscience est très vive au sein d'une partie du mouvement lesbien féministe, qui tient des rencontres depuis trente ans. Lors de la dernière, en Colombie, les axes étaient clairs : contre l'avancée du néolibéralisme, contre la militarisation, contre l'extractivisme [*l'exploitation des sols par des multinationales étrangères – ndlr*]...

Je pense aussi à un féminisme communautaire, incarné par des femmes indiennes en Bolivie ou au Guatemala, qui font le lien entre la « re-colonisation » extractiviste, la question des femmes, celle de la race...

D'un autre côté, certaines composantes du mouvement ne s'en préoccupent pas. Les violences touchent souvent des femmes afro-descendantes ou indiennes – c'est le cas par exemple en Colombie.

Mais ce ne sont pas elles qui sont mises en avant dans la lutte contre les violences. Les mots d'ordre de la journée du 8 mars avaient aussi été critiqués

en 2018, parce que beaucoup de femmes ne sont tout simplement pas susceptibles de faire grève, puisqu'elles n'ont pas d'emploi dans le secteur formel.



Dans la manifestation du 8 mars 2018 à Buenos Aires. © Reuters / Marcos Brindicci

**Tania Romero Barrios** : Il y a bien une volonté de mettre sur le devant de la scène l'imbrication des rapports sociaux. Dans la lutte contre les féminicides et les violences faites aux femmes, les expériences des femmes pauvres, ou racisées, sont considérées avec davantage d'attention.

Quant aux *pañuelazos* en Argentine [*ces rassemblements pour le droit à l'avortement, où chacune revêtait un pañuelo, c'est-à-dire un foulard, de couleur verte – ndlr*], il y a ce slogan très connu : « *las ricas avortan, las pobres mueren* » [*« les riches avortent, les pauvres meurent »*]. On voit que les enjeux de classe ont été travaillés dans les mots d'ordre.

**Diriez-vous que « NUM » en Argentine reste un mouvement blanc ?**

**Tania Romero Barrios** : Il est vrai qu'en Argentine, cela reste une mobilisation très urbaine. Ce ne sont pas les femmes les plus touchées par les processus de mondialisation, par exemple les femmes mapuches, qui sont les plus mobilisées dans NUM. Au Pérou aussi, c'est net : même s'il est possible de mobiliser à La Paz également sur des questions de classe, la division rural/urbain reste très prégnante.

**Delphine Lacombe** : Cela renvoie à une question stratégique, sur les manières de lutter contre le néolibéralisme, que l'on retrouve dans toute l'Amérique centrale. Je pense, dans le cas du Nicaragua, au Mouvement « Maria Elena Cuadra », qui tient son nom d'une révolutionnaire [*de la révolution sandiniste, d'inspiration marxiste-léniniste – ndlr*], et qui existe depuis les années 1990.



Ce mouvement défend leurs droits en tant que travailleuses, sans dire qu'il faut en finir avec l'existence des zones franches où sont implantées les industries textiles.

Une cheffe de file du mouvement me disait : les contraintes sont hallucinantes, et les femmes qui travaillent dans ces secteurs ont besoin de ces ressources-là, même si elles sont très mal payées, et parfois violentées au travail. Le boycott intégral des habits et des marques n'est donc pas forcément la solution qu'elles prônent.

Elles se battent pour une application du code du travail dans ces zones franches. Elles accompagnent les travailleuses dans leurs dénonciations pour harcèlement au travail, ou violences conjugales. Elles luttent aussi contre les violences qui relèvent du monde industriel, mais pas seulement.

Certaines de celles qui portent ce mouvement étaient des cadres de la révolution à l'époque. Aujourd'hui, elles ne veulent plus directement en finir avec ce modèle industriel et font plutôt appel à davantage de régulation.

**Viviane Albenga :** En ce qui concerne le féminisme « décolonial » en Espagne, j'ai pu observer, à Cadix et dans d'autres villes d'Andalousie comme Grenade ou Malaga, un réseau de journalistes femmes, qui ont voulu monter un journal féministe où elles ont placé au cœur, tout en revendiquant l'identité andalouse, la question décoloniale. On va retrouver des problématiques liées aux femmes gitanes, la question des travailleuses marocaines, etc.

Ce journal en ligne s'appelle **La Poderio**, le terme andalou pour « *empoderamiento* » [empowerment, en anglais – *ndlr*], avec cette idée que l'on est sur une région qui permet de penser très concrètement cette imbrication-là, entre genre, race et inégalités.

**Comment regardez-vous l'expérience de Podemos en Espagne, lancée en 2014 par une équipe quasi exclusive d'hommes universitaires ? C'est le parti socialiste au pouvoir ces derniers mois qui semble avoir fait avancer l'agenda de la lutte contre les violences faites aux femmes...**

**Viviane Albenga :** Dans un entretien avec Rita Maestre, paru dans *Mouvements en décembre*, cette responsable de Podemos à Madrid revient sur le fait qu'il y a un *gender gap* : les hommes votent plus pour Podemos que les femmes – un écart de plusieurs points qu'ils n'arrivent pas à résoudre et qu'on ne retrouve pour aucun autre parti politique dans le pays.

Selon elle, ce n'est pas qu'ils sont machistes, c'est qu'ils sont « *muy tios* » [« très mecs » – rires]. Elle les oppose à Manuela Carmena et à Ada Colau [les maires de Madrid et Barcelone – *ndlr*] en disant qu'elles incarnent le pouvoir différemment : elles sont davantage dans le *care*, ce sont des femmes qui acceptent de ne pas avoir toujours raison.

Par exemple, Carmena est vraiment une cheffe, mais avec qui tu peux discuter et qui peut reconnaître qu'elle ne détient pas toujours toute la vérité. Elles admettent aussi que la vulnérabilité appartient à la condition de toutes et tous. Elles ont le soutien de Podemos, mais ne sont pas membres du parti, et ne cherchent surtout pas à l'être.

Ce qui est fou dans le cas de Podemos, c'est qu'ils viennent tous de groupes militants qui avaient des méthodologies féministes sur le comptage du temps de parole des femmes et des hommes, sur l'organisation des heures de réunion, etc. Or à Podemos, ce n'est pas pris en compte. Des mesures qui pourraient apparaître très simples pour favoriser la présence des femmes en politique, et leur prise de parole, ne sont pas votées.

C'est pourquoi je suis réticente à résumer le 8-M [la journée de mobilisation du 8 mars – *ndlr*] à une déclinaison du 15-M [le mouvement indigné surgi le 15 mai 2011, et ses déclinaisons – *ndlr*]. Le 15-M a peut-être contribué à la politisation féministe. Mais j'aime défendre l'idée que le féminisme est une lutte qui en elle-même articule d'autres luttes, et qu'il n'est pas forcément l'aboutissement d'un autre mouvement social.

**Face à Bolsonaro : « Pas lui »**

**Comment expliquez-vous cette situation au sein de Podemos ? Est-ce au nom de la primauté des luttes sociales ?**

**Viviane Albenga :** Ce n'est pas idéologique. C'est pragmatique. Dans leurs discours, ils sont féministes. Mais comme Podemos est conçu comme une machine de guerre électorale, l'idée de devoir réfléchir à planifier les heures de réunion pour que les femmes puissent venir semble très lointaine !

Il faut aussi rappeler les liens qu'ont les dirigeants de Podemos avec un certain nombre de dirigeants sud-américains, à l'image d'Errejón qui a fait sa thèse sur Evo Morales. Ils ont donc cette inspiration de régimes qui incarnent un leadership extrêmement viril.

**Delphine Lacombe :** Les différentes expressions du féminisme, et surtout celles qui viennent de la gauche plus traditionnelle, permettent aussi de requalifier la notion de gauche : elles font bouger les frontières de ce qui est de gauche, ou de ce qui est progressiste.

L'histoire du Nicaragua est à ce titre frappante : des féministes, qui ont eu pour frère d'armes Daniel Ortega [*président du Nicaragua, figure de la révolution sandiniste – nldr*], ont décidé de soutenir sa **filles adoptive Zoilamérica Narváez** qui le dénonçait pour viol, agression sexuelle, harcèlement... Elles ont rompu leurs allégeances avec le parti révolutionnaire, et elles sont allées jusqu'à dire que l'autoritarisme se situait déjà là.

S'il est toujours possible de distinguer des autoritarismes de gauche et de droite, nous avons dans les deux cas affaire à une violence viriliste qui a notamment trait au militarisme. Les féministes permettent, pour certaines d'entre elles, de requalifier ce qu'on entend par « la gauche ».

**Jules Falquet :** Ce qui est tragique, ce n'est pas la gauche en elle-même. Ce sont certains hommes de gauche qui donnent une image désastreuse et qui ont des pratiques désastreuses. En Amérique centrale, on voit bien des femmes de gauche qui quittent les partis de gauche, ou ont une attitude critique envers ces partis, mais sans pour autant basculer à droite. Au contraire. Elles revendiquent même un héritage de classe, anticapitaliste. C'est ce qui est aujourd'hui à repenser et à redécouvrir.

**Même si elles ne sont pas nouvelles, et qu'elles s'inscrivent dans une histoire longue, les dernières mobilisations ont impressionné par leur capacité à attirer des filles, parfois très jeunes, avec un discours parfois très radical. Comment l'expliquez-vous ?**

**Jules Falquet :** Démographiquement, ce sont des pays où ces tranches d'âge sont plus nombreuses qu'ici. Et puis, c'est peut-être la disposition biographique, le moment de la vie où on peut se mobiliser. Ce n'est pas pareil de se mettre en grève que de manquer l'école.

**Viviane Albenga :** Cela peut peut-être aussi s'expliquer par la diffusion de biens culturels. En tout cas en Espagne, avec le « pop féminisme », diffusé dans des films, la musique, etc. Même en France, où on ne vit pas de mobilisations aussi spectaculaires, je suis frappée, en tant qu'enseignante, par le nombre d'étudiant·e·s intéressé·e·s par les questions féministes ou LGBT. Beaucoup moins par les inégalités de classe.

**Delphine Lacombe :** Au Nicaragua, celles qui ont 20 ans aujourd'hui, qui sont nées après la révolution, ont souvent été formées dans les associations et les ONG. Il y a dix ans déjà, on se demandait comment allait se passer le passage de relais, et si l'ONGisation du mouvement social allait permettre cette transmission.

Contre toute attente, celles qui sont très mobilisées aujourd'hui, y compris dans la lutte contre la dictature, en tant que féministes, sont pour beaucoup allées dans les ateliers de celles qui ont rompu avec les révolutionnaires pour ensuite constituer un féminisme se revendiquant indépendant des partis, et financé par la coopération internationale.

Il y a donc eu une transmission de la part des révolutionnaires qui ont revendiqué leur autonomie, et une appropriation des idées féministes. Malgré la centralité du droit, qui peut paraître plus réformatrice que révolutionnaire, cette présence très forte de l'agenda de la lutte contre les violences intrafamiliales, puis contre les féminicides, a quand même permis de souligner la continuité de pratiques très violentes. Et donc de contribuer à une politisation sur ces sujets, y compris chez les plus jeunes.

Enfin, il faut souligner le rôle assez fondamental joué par les réseaux sociaux. Au Nicaragua ou au Salvador, ils sont autant un vecteur de lutte contre les violences, et un outil de dénonciation, qu'ils ont été eux-mêmes un lieu de violences. Avant d'avoir chacun-e son smartphone, on allait dans les cybercafés, surtout fréquentés par des hommes qui y regardaient du porno !

**Tania Romero Barrios:** En Argentine aussi, on a vu cette transmission s'opérer entre deux générations. Malgré le fait que la dictature a conduit à l'élimination d'une génération militante importante. Dans les rues, les plus anciennes reconnaissent leurs filles de luttés.

Dans le cas du Pérou, c'est aussi assez intéressant de souligner que la nouvelle génération, qu'on voit dans les rues, n'a pas vécu le conflit armé. Il faut quand même comprendre que le Sentier lumineux a rendu quasi impossible toute discussion sur l'idée même de gauche. Le fantôme du terrorisme rôde toujours, dans toutes les mobilisations, y compris sociales.

Mais là, c'est parce que c'est une nouvelle génération qu'elle peut se permettre, avec moins de réserves, de faire des propositions plus radicales. Du moins sur les revendications féministes.

**À contretemps de ces mouvements, y compris sur les réseaux sociaux, Jair Bolsonaro vient d'être investi président du Brésil. Comment l'opposition peut-elle se nourrir des mouvements implantés dans les pays tout autour ?**

**Jules Falquet:** Le Brésil est quasiment un continent à lui tout seul. Et est en même temps en partie isolé de par la question linguistique.

Ces dernières années, les Brésilien·ne·s étaient très occupé·e·s par la montée de la droite – comme l'a montré **la mort de Marielle Franco**, qui est une violence contre les lesbiennes et les femmes et une violence contre les Noir·e·s des favelas – et ont de ce fait été nettement moins présent·e·s sur la question des violences.

Les femmes ont été en revanche très présentes lors de la campagne avec le **#EleNão** (« pas lui »). On est dans un contexte de faillite de la gauche. Même Dilma Rousseff a mené une politique néolibérale. Il était donc très difficile de s'opposer à Bolsonaro avec des références traditionnelles de gauche. Le **#EleNão** est donc venu occuper une place que la gauche ne pouvait pas occuper.

**Delphine Lacombe :** Ce qu'il y a de nouveau, c'est que le rejet de Bolsonaro se nourrit cette fois de son homophobie ou de son sexisme, qui semblent résumer la barbarie du type. Il y a dix ou vingt ans, je ne sais pas si ce sont ces points-là que l'on aurait aussitôt dénoncés ou mis en avant.

**Jules Falquet :** C'est d'autant plus vrai que Dilma était la première présidente de l'histoire du pays. Et puis malgré tout, le PT avait mis en avant des femmes et des Noir·e·s. Il y avait des politiques de quotas d'étudiant·e·s noir·e·s dans les universités publiques.

**Delphine Lacombe:** Le contrecoup est donc à la hauteur des changements intervenus dans les vingt dernières années, et qui ont pu être masqués en raison de la politique néolibérale menée par ailleurs.

**Tania Romero Barrios :** On n'a pas vu le *Una menos* au Brésil, qui était marqué par d'autres dynamiques. Mais l'assassinat de Marielle Franco a médiatisé la situation et a permis la mise en place d'une grande campagne de solidarité en Amérique du Sud, et même en Europe. L'élection de Bolsonaro fait aussi très peur sur le continent... Elle peut paradoxalement conduire à retisser certains liens de solidarité féministe. Au-delà de la langue.

### Boîte noire

Cette discussion s'est tenue dans les locaux de Mediapart en novembre 2018. Les quatre universitaires ont relu et modifié, à la marge, leurs propos.



**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr) ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.